

marché des États-Unis, alors nous n'aurons pas le choix. J'espère qu'on pourra discuter ces possibilités avec un esprit ouvert et réfléchi, et c'est ce que je demande à la Chambre.

**L'hon. M. Stanfield:** J'espère que le caractère des réponses données par les deux ministres qui ont fait un compte rendu ce matin ne signifie pas que les ministres ont passé un très mauvais quart d'heure.

**L'hon. M. Sharp:** J'espère que le chef de l'opposition comprendra, en commentant cette discussion, que pour faire des progrès avec nos amis nous ne devons pas révéler, au cours d'une session ouverte, les questions qu'ils ont traitées avec nous d'une manière confidentielle.

### L'AIDE EXTÉRIEURE

#### LE BIAFRA—L'AUTORISATION DE VOLS DIURNES

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné la nouvelle menace d'une famine massive au Biafra, le gouvernement acceptera-t-il la proposition de Canairelief et fera-t-il usage de ses bons offices auprès du gouvernement fédéral du Nigéria pour qu'il accepte ou permette les vols en plein jour jusqu'à l'aérodrome d'Uli?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'ai reçu des instances de cette organisation et je compte y répondre rapidement. Je viens de recevoir un télégramme. Je puis assurer le député que nous essayons depuis des mois de faire accepter les vols en plein jour. La réponse préalable du colonel Ojukwu indique certaines conditions. Mais nous ne sommes pas certains de faire accepter ces conditions par les autorités nigérianes.

#### LE BIAFRA—LA DISCUSSION À LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU TRANSPORT DE SECOURS PAR UN CORRIDOR TERRESTRE

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Au cours de ses entrevues à Washington, le ministre a-t-il discuté avec le secrétaire d'État américain des mesures que le Canada pourrait prendre pour collaborer au plan américain visant à transporter les secours par un corridor terrestre, d'accord avec le Biafra, sur la proposition des États-Unis?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, cela n'a fait l'objet d'aucune discussion parti-

[L'hon. M. Sharp.]

culière lors de nos réunions. J'ai eu cependant l'occasion d'en parler au secrétaire d'État. En outre, par le canal diplomatique, nous avons été en relations constante avec les Américains en vue d'appuyer leur initiative.

### LES FINANCES

#### LA NÉGOCIATION KENNEDY—LA RÉDUCTION DES DROITS DE DOUANE DES ÉTATS-UNIS—LES BÉNÉFICES AU CONSOMMATEUR

**M. J. G. Lind (Middlesex):** Je voudrais adresser ma question au ministre des Finances. Les États-Unis sont-ils prêts à envisager une réduction de leurs droits de douane sur nos produits proportionnelle à celle que nous avons nous-mêmes appliquée à l'occasion des réductions des tarifs de la négociation Kennedy, ainsi que l'indique le récent rapport sur le budget?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, la réduction de nos tarifs douaniers, en moyenne de 3 points de pourcentage, portant sur des exportations d'une valeur de quelque 2 milliards de dollars a été conçue uniquement pour des objectifs canadiens, sans idée d'échange quelconque. Elle a pour objet de favoriser la lutte contre l'inflation dans notre pays, et, je le répète, de servir strictement nos propres fins. J'ai néanmoins souligné à Washington que le gouvernement canadien espère participer un jour à d'autres négociations majeures au sujet de la réduction des barrières non douanières et aussi des tarifs douaniers.

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que le ministre de la Consommation et des Corporations a signalé nettement qu'il ne peut être question de présenter des mesures pour contraindre les importateurs à faire bénéficier les usagers de ces réductions tarifaires, le ministre conviendrait-il que sa mesure est un fiasco complet?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, comme le ministre a déclaré que la réduction de 3 p. 100 des droits de douane canadiens visait à combattre l'inflation et comme les Américains s'intéressent aussi à cette question, le gouvernement canadien a-t-il cherché à obtenir des concessions du gouvernement des États-Unis en retour, avant que le ministre annonce dans son exposé budgétaire une réduction de 3 p. 100 de nos droits?

**L'hon. M. Benson:** Non, je n'ai pas discuté avec les autorités américaines ou avec qui